

MIGUEL ÁNGEL MORATINOS

Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations des Nations Unies, ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

Jim HOAGLAND

Je me tourne maintenant vers un vieil ami de la WPC et de nombre d'entre nous ici, Miguel Ángel Moratinos, ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne.

Miguel Angel MORATINOS

Merci de m'avoir invité et de m'offrir l'opportunité de m'exprimer sur cette question essentielle. J'aimerais en guise de préalable formuler deux remarques. Premièrement, en tant qu'Espagnol, je demande à mes amis d'Amérique latine de se montrer indulgents à mon égard car nous partageons un long historique et avons des intérêts communs, dans un contexte très marqué sur le plan historique et politique, teinté parfois d'une certaine incompréhension à notre égard, en tant qu'ancienne puissance coloniale. Deuxièmement, j'essaierai de ne pas me montrer trop idéologique mais de bien identifier les défis qui attendent l'Amérique latine à l'heure actuelle, que vous soyez plutôt marqué à gauche ou prétendu populiste, à gauche ou à droite, afin d'être objectif et d'identifier les défis qui attendent l'Amérique latine du point de vue d'un analyste espagnol.

Je commencerai par remercier la World Policy Conference pour ce débat sur l'Amérique latine. C'est assez inhabituel, et il n'y a pas tant de monde que cela dans la salle mais merci en tout cas d'être présents. Il y a dix ans, personne ne se souciait de l'Amérique latine, le continent n'était même pas à l'ordre du jour car la situation était plutôt satisfaisante. L'Amérique latine enregistrait une croissance d'environ 5 % en moyenne, on ne déplorait ni putsch militaire ni coup d'Etat. Le Salvador incarnait même une sorte d'exemple de réussite et la Colombie s'était apaisée, les guérillas s'étant soumises au processus démocratique. Après la crise financière en Europe et en Espagne, mes compatriotes faisaient même la queue au consulat brésilien pour demander des visas, les nouveaux architectes et ingénieurs s'empressaient d'aller au Brésil et au Pérou pour sortir de la crise en Europe. J'allais en Amérique latine et on me disait qu'en tant que ministre espagnol des Affaires étrangères, nous avions des problèmes et étions dans une situation problématique... Ce qui n'était pas le cas de mes hôtes.

J'aimerais évoquer trois sujets forts qui n'ont certes pas fait les gros titres des journaux mais qui sont essentiels à mes yeux. Le premier, c'est la déclaration d'un candidat argentin, Alberto Fernandez, qui selon les sondages va gagner l'élection. Celui-ci a déclaré que le principal problème de l'Argentine était la faim. Vous imaginez ? Le pays le plus important pour la production agricole n'est même pas en capacité de nourrir sa population. Deuxièmement, les présidents Macron ou Bolsonaro, l'Amazonie et ce qui se passe sur le plan environnemental. L'Amazonie incarne la biodiversité non seulement pour le Brésil tout entier mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale. Elle est cruciale pour l'économie latino-américaine, et pas seulement l'Amazonie mais aussi la Bolivie, avec ses forêts et matières premières, l'environnement et la nature : la santé de l'économie latino-américaine depuis ces quatre dernières décennies, voire plus, est entièrement tributaire des matières premières. Troisième sujet, l'Équateur, que mon ami Rozental a déjà évoqué. Les populations indigènes se sont emparées de Quito, la capitale. Qui aurait pu imaginer, il y a trois ou cinq ans, que Quito serait envahie et prise par la communauté indigène décidée à renverser le régime ?

Voici les trois sujets qui reflètent les trois principaux défis qui attendent l'Amérique latine et je m'efforcerai d'être succinct. Premièrement, l'économie. Il y a des populistes de gauche comme de droite, mais aucune politique économique sérieuse dans la majorité des pays d'Amérique latine. La productivité est faible et vous avez évoqué les chiffres. À l'heure actuelle, ces économies croissent à un taux de 0,5 %, même le Brésil plafonne à 0,8 %, l'Argentine à 0,9 % et le Mexique à 0. Et nous parlons là des producteurs des ressources naturelles les plus importantes qui façonnent l'économie du commerce international. Aucune réforme fiscale n'a été opérée. Connaissez-vous la pression des réformes fiscales en Amérique latine ? La moyenne est de 10 %, contre 40 % en Allemagne, 38 % en Espagne et



50 % en Suède. On ne paye pas d'impôt et aucune réforme fiscale n'a été introduite. De la gauche aux Bolivariens, de Macri à tout autre gouvernement en place en Amérique latine, la réforme économique est nécessaire.

Le deuxième défi, c'est l'environnement. Et l'Amazonie fait ici figure de symbole. Qu'est-ce que ces pays vont faire de ces ressources ? Ils ne peuvent pas continuer cette production extractive. La Bolivie dispose uniquement de produits agricoles et de ressources naturelles, du lithium, de l'or et du pétrole. Comment le pays compte-t-il maintenir et respecter le programme de durabilité, les Objectifs de développement durable ? Voilà la question qu'il faut résoudre.

Troisièmement, le défi le plus important est politique et social. C'est pourquoi nous avons encore à l'heure actuelle des manifestations dans les rues de Quito. Il y a eu de nombreuses réussites, celle de la Bolivie n'est pas si populaire. Nous pouvons en discuter, bien sûr, et certains d'entre vous peuvent très bien ne pas partager ma position mais pouvez-vous gouverner un pays, en prenant l'exemple de la Bolivie, où 60 % de la population est indigène et où, jusqu'en 2003, 2004, soit il y a seulement 15 ans, ces personnes n'étaient pas considérées comme des citoyens ? Elles ne participaient pas à la vie politique. Elles ne votaient pas. Elles étaient totalement exclues du système politique. Et puis Evo Morales les a intégrées et est parvenu à les faire entrer dans la nouvelle réalité. Aujourd'hui, la Bolivie enregistre une croissance de 4 % et bénéficie d'une situation économique satisfaisante et positive. Je ne sais pas si Evo Morales sera réélu. On ne peut pas ne pas prendre en compte la dimension sociale des pays d'Amérique latine. Avec tout le respect que je dois à mes amis brésiliens, certes vous avez des élites, une classe économique, mais si vous ne réglez pas la situation dans les quartiers pauvres de Rio ou de Sao Paulo, les gens vont se révolter. Ils n'accepteront tout simplement pas la situation. L'une des principales préoccupations, c'est ce qu'il se passe en Argentine et les raisons pour lesquelles la chute de Kirchner a été catastrophique, et nous savons tous combien de problèmes se sont posés. Néanmoins, tout le monde s'attendait alors à ce que Macri soit la formule magique, avec le retour au néolibéralisme mais il a échoué lui aussi.

Les trois défis doivent être relevés de concert, tant la réforme économique, environnementale que sociale et politique.

Jim HOAGLAND

Merci Miguel pour cette présentation claire et percutante.